

La Direction de la DIPNN veut-elle un vrai dialogue social?

La négociation à EDF SA est ouverte sur la future mise en place du Comité Social et Economique (CSE) qui remplacera toutes les instances CE, DP et CHSCT fin 2019. Cet organisme devra être le lieu de débat de toutes les questions relatives :

- aux orientations stratégiques et économiques,
- à l'emploi, aux compétences et aux organisations,
- aux problèmes réglementaires vis-à-vis du contrat de travail,
- aux conditions de travail, la sécurité et la santé des salariés.

Ces évolutions sont l'opportunité d'améliorer le dialogue social, but recherché par les ordonnances dites « Macron » de 2017.

La première proposition de la Direction est un nouveau signal négatif envoyé, après la négociation de l'accord « social » rejeté par les adhérents **Cfdt**. Rappelons que celui-ci comportait trop peu de progrès directs pour les salariés, notamment sur les questions clés des compétences, de reconnaissance et de la gestion de l'externalisation.

Cette proposition en dit long (ou très court) sur l'intérêt que la Direction porte au dialogue social et à votre expression :

Les 5 CE des centres d'ingénierie et des fonctions centrales ainsi que les 9 CHSCT couvrant les sites (FLA3, les équipes communes, TEGG, DLAB,...) seraient remplacés par 1 CSE unique avec une seule commission santé sécurité pour toute la DIPNN, excluant Edvance.

La **Cfdt**, 1ère organisation syndicale à la DIPNN, demande notamment d'**intégrer Edvance, aujourd'hui sans instance représentative officielle**, pour que les salariés DIPNN mis à disposition soient représentés.

Nous imaginons mal le Directeur Exécutif traiter chaque mois pendant plusieurs jours tous les points de toutes les unités, de tous les sites. A moins que vos problèmes concrets n'aient vocation à être encore davantage délégués, filtrés, expédiés ou ignorés.

Pour la Cfdt, la proximité est fondamentale pour être à votre écoute et régler les problèmes au bon niveau.

Pour être constructifs, les débats doivent avoir lieu avec vos collègues élus au plus près de vous. En 2019, si les instances représentatives du personnel évoluent comme l'envisage la Direction, nous craignons que les problèmes d'organisation, de reconnaissance et de conditions de travail non seulement persistent, mais s'aggravent.

Notre avis pour la négociation : 1 seule instance nationale n'est pas adaptée.